

ASSEMBLÉE NATIONALE

PLFSS POUR 2022 - (N° 4523)

	AMENDEMENT	N° CION- SOC00001
--	-------------------	------------------------------

présenté par
M. Mesnier, rapporteur général

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 12, insérer l'article suivant:**

I. – La dernière phrase du troisième alinéa de l'article 17 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes est supprimée.

II. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet de cet amendement est de supprimer la « surcotisation » sur la part salariale des cotisations payées par les sapeurs-pompiers professionnels.

La loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale avait permis d'intégrer une prime reconnaissant les risques que comporte le métier de sapeur pompier professionnel dans le régime social de ces sapeurs pompiers. Cette "prime de feu" a permis une bonification des pensions pour les sapeurs pompiers partis à la retraite à partir de 1991, en échange d'une majoration de cette cotisation pesant sur les actifs pour une durée de douze ans. Elle a toutefois été maintenue après 2003, et continue d'abonder la CNRACL.

Le Gouvernement et cette majorité ont augmenté la "prime de feu" elle-même, de 19 à 25 euros, permettant par-là une augmentation de 100 euros mensuels du salaire net des sapeurs pompiers professionnels, qui ont également été en première ligne pendant la crise

sanitaire. Cette augmentation a été compensée par l'Etat aux collectivités territoriales par le biais d'une suppression de la majoration des cotisations "employeur", ce qui constituait un effort de 44 millions d'euros.

Cet amendement permet de poursuivre notre action en faveur du pouvoir d'achat des sapeurs pompiers, puisque la suppression de la majoration sur les cotisations salariales devrait entraîner une augmentation supplémentaire du salaire de 55 euros par mois.